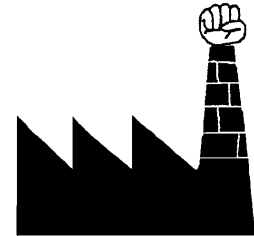


# A CONTRE COURANT

## syndical et politique

En mémoire de René SCHULBAUM (1914 - 1988)



### Après le Larzac : perspectives et limites de l'altermondialisme

Le succès médiatique du Larzac 2003 lui aura conféré une dimension indéniablement politique. Avec la guérilla caniculaire des intermittents du spectacle, il aura entretenu les brasiers de la contestation (éducation, culture...) et aura contribué à en allumer de nouveaux (réforme de la Sécu., OGM, AGCS...). Les centaines de milliers de personnes rassemblées ont une nouvelle fois rappelé qu'une part importante du corps social reste déterminé à se mobiliser contre les orientations libérales du gouvernement de notre pays. Et ce, que quelle que soit son étiquette, puisqu'en juin 2000, c'étaient déjà plus de 50.000 personnes qui étaient venues exprimer à Millau leur solidarité avec l'action syndicale de José Bové. C'était au temps de la gauche plurielle, au temps où Guiguou, ministre de la justice, faisait interpellier et emprisonner ce même Bové. Qui peut s'étonner ensuite du démontage du stand du PS ? Au Larzac ou à Annemasse !

La force du mouvement altermondialiste réside dans son intelligence théorique et sa capacité pratique à avoir soulevé quelques unes des principales questions politiques que pose le stade actuel du capitalisme. D'en avoir saisi quelques uns des traits essentiels, de les dénoncer et de les combattre sans concessions. Derrière la mobilisation contre les officines internationales qu'elles soient bureaucratiques (FMI, OMC, G8...) ou qu'elles soient privées (multinationales), c'est la lutte contre l'oligarchie capitaliste mondialisée qui est engagée; à travers le slogan "*Le monde n'est pas une marchandise*", il contribue à une prise de conscience sociale majeure : le devenir-monde de la marchandise a pour conséquence le devenir-marchandise du monde; avec le mot d'ordre "Globalisons les luttes", il rappelle l'exigence de mener et d'organiser l'action sociale au niveau où se prennent et se coordonnent les politiques : au niveau mondial !

Le succès médiatique du Larzac aura en même temps mis en lumière les faiblesses, limites et impasses actuels de l'altermondialisme - sur ses inconséquences : antilibéralisme, citoyennisme, étroitesse de la base sociale, moralisme boy-scout de certaines de ses composantes... A plusieurs reprises, nous les avons évoquées (cf. notamment ACC n°19) et nous ne manquerons pas d'y revenir. En effet, à certains égards, dans sa lutte contre le capitalisme mondialisé de ce XXIème siècle, l'altermondialisme revêt les symptômes d'une maladie infantile. Or, au moment où se multiplient les fronts de luttes, c'est une tâche impérieuse pour le mouvement social de déterminer les positions et les objectifs pour lesquels il combat.

Savoir pourquoi et pour quoi on se bat constitue une condition indispensable à la concrétisation des espoirs soulevés par le Larzac 2003.



# Que faire contre les guerres ?

C'est sous ce titre que Ni patrie, ni frontières a sorti en mars 2003 son troisième numéro. Cette jeune revue de "traductions et de débats" rassemble un ensemble de textes "pacifistes, anarchistes et marxistes" retraçant une partie de l'analyse des conflits militaires du XXème siècle et de ce début de XXIème siècle. De la première guerre mondiale à la guerre en Irak.

## Revenir aux classiques

La première partie, intitulée "Guerre, patriotisme et pacifisme", qualifiée de "textes classiques" par la rédaction présente un ensemble de réflexions sur les deux premières guerres mondiales. Emma Goldmann, Kropotkine, Malatesta, autant de figures de l'anarchisme de la première moitié du XXème siècle dont on lira avec intérêt les analyses sur les deux conflits mondiaux de cette période. On relèvera aussi l'article de Trotski "Après Munich, une leçon toute fraîche sur le caractère de la guerre prochaine", car il montre bien comment les formes de régime interne de l'Etat (en l'espèce tchécoslovaque) se modifient - se modifient d'elles-mêmes ou sont modifiées par des puissances extérieures - en fonction des deux paramètres suivants : les intérêts de la classe dominante nationale et les intérêts des puissances impérialistes environnantes (en l'espèce France, Grande-Bretagne et Allemagne hitlérienne.) Comme l'écrit Trotski, les changements du régime tchèque se sont faits "sans le peuple et contre le peuple", contraint ensuite des les approuver par référendum, un revolver sur la tempe. Les faiblesses de l'actuel mouvement anti-guerre en Europe occidentale devraient l'obliger à méditer ces deux leçons de Trotski: d'abord que "toute guerre impérialiste est faite non pour défendre l'indépendance nationale mais pour redistribuer le monde conformément aux intérêts des différentes cliques du capital financier", mais surtout ceci : "ce serait une erreur pour un marxiste de définir sa position sur la base de regroupements diplomatiques et militaires épisodiques plutôt que sur la base de la définition générale des forces sociales qui sont derrière cette guerre".

## Critiques et perspectives du mouvement anti-guerre

La seconde partie intitulée "Guerres du golf, impérialisme et pacifisme" est surtout intéressante par l'analyse critique qu'elle opère sur les mobilisations contre la guerre en Irak. Une première série de critiques est adressée aux positions politiques qui

ont pu émerger des manifestations: aveuglement ou relativisation de la tyrannie de Saddam Hussein par une partie non négligeable des manifestants; soutien assez général à la position de l'Etat français telle que définie par Chirac; formes minoritaires mais particulièrement virulentes et fortement présentes chez certains groupes arabes (surtout maghrébins) de racisme et d'antisémitisme. Mais au fond, à la suite de l'article Arundhati Roy "Georges W. Bush, obscène mécanicien de l'Empire", n'est ce pas là l'effet pervers mais recherché des actuels gouvernements américain et israélien, qu'en menant une politique nationaliste et raciste, ils suscitent en retour des réactions elles aussi nationalistes et racistes! qu'au fond ils paralysent les oppositions à leur politique, incapables de se battre sur un autre terrain que celui sur lequel les puissances en questions les ont amenées, incapables de poser en termes de classe et d'internationalisme leur combat!

La seconde série de critiques concerne les faiblesses théoriques et sociales du mouvement anti-guerre. Les contributions, en particulier, de Yves Colemann, Guy Fargette et Temps Critiques développent les difficultés importantes que rencontre, lorsque s'engage la mobilisation, un mouvement social pour tracer des perspectives révolutionnaires à son action. Sans souscrire mais en comprenant fort bien l'espèce de pessimisme fataliste exprimé par Guy Fargette - "L'état du monde confirme en ces occasions à quel point les gens comme nous, qui nous référons toujours à la perspective d'une émancipation générale du genre humain, sont placés hors du jeu de l'histoire immédiate. Nous n'avons pas de prise raisonnable sur ces événements, parce que les seuls choix accessibles représentent des inconvénients rédhibitoires". -, il demeure indispensable de ne pas se faire d'illusion sur les forces du mouvement social dans lequel nous sommes engagés, et d'évaluer lucidement ses faiblesses. Sans quoi, on prend le risque de s'en remettre à l'appareil militaire et étatique et aux forces politiques attaqués par les Etats-Unis pour lutter contre leur dynamique hégémonique. Avant-hier, le

régime taliban et les organisations militaires para-étatiques islamistes basées en Afghanistan; hier le régime de Saddam Hussein; demain le régime stalinien nord-coréen, celui chiite iranien ou dictatorial syrien ? Combien parmi les manifestants espéraient en effet, secrètement ou ouvertement, que la résistance de l'armée irakienne mine l'orgueil militaire américain et que l'Irak se transforme en Viêt-nam ? Espoir aussi criminel qu'imbécile. Criminel car c'est, théoriquement et politiquement, s'appuyer sur un régime tyrannique et sanguinaire pour combattre les éléments dictatoriaux du régime américain. Imbécile surtout, car c'est immanquablement se retrouver les dupes des négociations secrètes entre les clans militaires, politiques et économiques des belligérants; c'est se retrouver les dupes d'une histoire souterraine dont on a d'autant moins prise qu'elle nous est inaccessible.

Guy Fargette montre bien que la force présente de l'Etat américain tient essentiellement à l'avance stratégique qu'il a prise, autant sur les Etats occidentaux que sur le mouvement social international. En effet il considère, dans le monde actuel, comme intenable la logique du statu-quo. C'est ce qui explique son activisme et son volontarisme présents. Il nous appartient donc de nous hisser à ce même niveau d'action et de prendre à contre-pied la dynamique du Capital. Aussi, en dépit des critiques évoquées précédemment, ce qui constitue l'un des éléments essentiels de ces derniers mois, c'est que cette guerre ait cristallisé une mobilisation sociale internationale dans nos sociétés. C'est donc ici -aux Etats-Unis, en Italie, en Espagne, en Angleterre ou en France- qu'il faut poursuivre la mobilisation, l'élargir. C'est pour nous d'abord ici qu'il faut organiser le mouvement contre le Capitalisme - et non en comptant sur les forces militaires syriennes ou les armes nucléaires nord-coréennes pour "endiguer" la tentation hégémonique américaine.

Ni patrie, ni frontière - 7,5 €  
10, rue Jean Dolent 75014 PARIS  
yvescoleman@wanadoo.fr

## Votre "Capital-Santé" : un bien à valoriser

A peine votée la réforme de l'assurance vieillesse que se profile à l'horizon un autre chantier de démolition sociale, celui de l'assurance-maladie. Au demeurant, cette réforme a déjà été engagée au cours de cet été par Jean-François Mattéi, cet ancien président d'une des principales corporations de médecins, nommé à ce titre ministre de la santé. Si d'aventure le gouvernement du "libéral" Raffarin était en mal d'inspiration, il pourrait aisément tourner son regard de l'autre côté du Rhin où le "socialiste" Schröder vient d'annoncer en la matière une réforme saluée dans toute l'Europe comme exemplaire. Autant par sa méthode (elle a fait l'objet d'un consensus entre toutes les étiquettes gouvernementales teutonnes et n'a provoqué que grèves et manifestations minoritaires. Ah quel beau pays que celui qui n'est pas pris en otage par les conflits sociaux !) que par son esprit, ses mesures particulières et la rhétorique qui la justifie.

La santé coûte cher. Trop cher ! Elle pèse sur le budget de l'Etat, creuse les déficits publics, nuit à la compétitivité des entreprises et provoque du chômage. Bref, cela ne pouvait plus durer. D'où la batterie de mesures classiques qu'organise l'Agenda 2010 de Schröder, véritable plan décennal de démantèlement de l'assurance-maladie et de la santé publiques en Allemagne : suppression ou baisse des remboursements (médicaments et certains soins qualifiés de "luxe" donc réservés à une minorité. Comme ces cures thermales trop longtemps envahies par des cohortes de pauvres); augmentation des contributions directes aux soins (consultation médicale, frais hospitaliers...); mise en concurrence des opérateurs médicaux pour faire baisser les prix (!); et surtout fin de l'indemnisation des malades. Les congés-maladie ne seront plus remboursés par la Sécurité sociale mais par des assurances privées obligatoires...aux tarifs modulés ! Car c'est bien là le dessein recherché par ce programme : la privatisation de l'assurance-maladie et la marchandisation de la santé. Ce qui dans *Sécurité sociale* pose problème au "socialiste" Schröder, c'est qu'il y a *social* !

La santé représente un secteur majeur dans l'économie des sociétés occidentales. La dépense médicale y est désormais supérieure aux dépenses militaires. Elle atteint ainsi 10% du PIB en France. Or l'organisation d'un financement public par répartition fait que ce secteur échappe au Capital et à son procès de valorisation. C'est donc la réintégration de ce secteur économique dans les circuits de financement capitalistes que poursuivent toutes les réformes de la Sécu. Il ne s'agit pas de faire baisser les dépenses de santé; il s'agit simplement d'organiser la privatisation de la collecte et de la dépense médicale.

Il faudrait bien sûr aussi soulever les dimensions sociales, culturelles voire spirituelles du rapport de chacun à la maladie. (L'obsession de la guérison a remplacé celle de la rédemption). A cet égard, le texte de Georges Federmann (cf. ci contre) contribue à l'indispensable interrogation critique à l'égard de l'eugénisme tranquille que traduit le mythe d'une santé parfaite. Mais ce ne sont jamais de telles préoccupations qui guident les autorités gouvernementales, économiques et médicales dans leurs décisions politiques. Elles ont au contraire bien compris, dans la logique mercantile qui est la leur, tout l'intérêt qu'il y a à spéculer sur ce qui constitue le bien le plus précieux dans l'imaginaire collectif des sociétés occidentales : le "Capital-Santé".

## Fidélité au Serment d'Hippocrate

par Georges Yoram FEDERMANN\*

**«Il n'y a pas d'urgence mais des médecins pressés» a-t-on coutume de dire pour décrire l'exercice médical. C'est vérifiable pour l'immense majorité des consultations. Mais comment faire pour accueillir, au cabinet, en médecin de famille, «en continu», les patients marginalisés, pas toujours solvables, comme les S.D.F. ou les «Sans-Papiers», qui ne bénéficient pas nécessairement de la C.M.U. Il s'agit alors notamment de repérer leur inscription dans un rapport au temps qui leur est propre et vital et qui impose aux médecins de les recevoir sans rendez-vous. Un sacré défi pour les spécialistes et l'occasion d'un retour pédagogique au Serment d'Hippocrate «Je donnerai mes soins gratuits à l'indigent» et à la prière de Maimonide (12<sup>ème</sup> siècle) «O Dieu, soutiens la force de mon cœur pour qu'il soit toujours prêt à servir le pauvre et le riche».**

### Mission sociale

Je considère que le médecin, libéral ou hospitalier, reste encore en France dépositaire d'une mission sociale qui consiste à favoriser l'accès aux filières de soins pour toute personne vivant sur le territoire de sa cité, en continu. Or cet accès peut-être entravé par de nombreux obstacles financiers, administratifs, juridiques et socioculturels. Le médecin doit alors lutter contre ce réflexe qui consisterait à oublier sa responsabilité et son devoir d'accueillir, dans son cabinet, certains patients, et de les renvoyer vers les urgences hospitalières ou les praticiens de structures d'assistantat comme Médecins du Monde. Là, en effet, à chaque visite, l'usager doit se heurter à l'inertie institutionnelle et exprimer ses plaintes à nouveau sans pouvoir s'appuyer sur le sentiment rassurant d'avoir en face de lui «une oreille» qui s'est familiarisée avec «son histoire» et son rapport au temps, cyclique (le temps de la nature et de ses révolutions) ou linéaire (le temps des hommes et du caractère irréversible de leur histoire). Nous sommes confrontés d'emblée, extrêmement brutalement, à une violence symbolique dont la responsabilité nous incombe, à nous les quatre mille médecins libéraux de l'agglomération strasbourgeoise. Car nous ne voulons pas voir certains visages de la misère et acceptons que des patients (qui souffrent à nos portes et qui pourraient bénéficier de la continuité de nos soins et de notre attention) ne parviennent pas à écrire leur histoire médico-sociale. En effet, le médecin libéral a admis trop souvent que ces patients ne font plus partie de son champ de compétence, et force est de constater que certaines «catégories» d'usagers dépendent entièrement des associations caritatives ou de l'assistance hospitalière. Les personnes sans domicile fixe ou en situation irrégulière, surtout lorsque leur état impose des prescriptions, des examens et des traitements réguliers; les chômeurs (qui ne bénéficient plus de la médecine préventive du travail); de nombreuses mères célibataires; les personnes au seuil de pauvreté; les toxicomanes; les travailleurs de force immigrés victimes d'accident du travail dont les conséquences psychiques sont parfois sans commune mesure avec le caractère en apparence anodin du traumatisme en cause, sont victimes de cet état de fait. Tous ces usagers qui vivent à nos portes, dans nos banlieues, sont les principales cibles et victimes des menaces sociales, psychologiques et politiques qui se traduisent par des difficultés d'accès au logement, au travail, aux soins médicaux, aux conseils juridiques et à la régularisation de titre de séjour, dans un «monde» de plus en plus riche ou l'ultra-libéralisme a remplacé le politique et l'éthique médicale. Or ils ont mal, ils souffrent, souvent isolés. Les somatisations, l'hypochondrie et la consommation abusive de psychotropes en automédication peuvent faire fonction d'affirmation identitaire, de sentiment d'appartenance au groupe des-personnes-consommant-des-psycho-

tropes-et-des-antalgiques-et-engagés-dans-les-rituels-d'achat. Bien sûr, ces stratégies de lutte et de survie psychologiques sont vouées à l'échec et source d'insatisfaction profonde. Comment pourrions-nous soutenir, nous médecins libéraux, notre incapacité à reconnaître ces souffrances dues à l'atteinte des «liens sociaux» (précarisation du salariat, menaces sur la sécurité sociale, délocalisations, dégraissages de personnels dans les sociétés anonymes ... faisant des bénéfiques) sauf à être prisonnier nous-même d'une pathologie liée au rapport au temps qui nous aveuglerait à force de nous pousser à la précipitation (la durée moyenne d'une consultation de généraliste n'excède pas 10 minutes) et à intégrer une sorte de fantasme de toute puissance qui consisterait à contrôler la Douleur, les Emotions, l'Inconfort et même la Mort par la grâce du progrès technique et de la recherche pharmaceutique sans prendre conscience que se serait au prix du renoncement à l'écoute ... Ecoute qui nous conduit à être le dépositaire privilégié des états d'âme, de l'expression de la subjectivité et de la faillibilité du prochain et du lointain dans le cadre de la vie de la Cité.

## Le regard de l'autre oblige comme l'évoque Lévinas ?

Mais ce privilège génère en ce qui me concerne beaucoup d'angoisses (je dois en tenir compte pour ne pas blesser mes patients) car en tant que médecin, je suis toujours partagé entre un sentiment d'incapacité devant la perpétuation de la souffrance de mon patient et la tentation de toute puissance qui se traduit par «l'obsession de la santé parfaite». Or, il nous est parfois donné d'apprendre à accepter malgré notre sincérité et notre engagement, que l'Autre puisse continuer à souffrir, même si nous faisons notre possible pour l'aider à trouver les moyens et les voies de l'apaisement. Nous acceptons alors de (re)devenir une sorte de compagnon de route sur le chemin de la vie, une sorte de médecin de famille en continu, étant bien conscients que nos efforts doivent se porter sur la prévention puisque environ 60% des déterminants intervenant dans l'amélioration de la santé relèvent de facteurs d'environnement physique, social et psychologique alors que 10% dépendent du système de soins et 30% des facteurs biologiques. Ce faisant, j'affirme que les médecins ont une responsabilité civique et spirituelle (qui les inscrit dans la continuité de l'histoire des Hommes et de la Médecine). Car nous avons, du moins j'ose l'espérer, acquis, au contact de nos patients-enseignants une plus grande sensibilité à différentes formes d'expression de la souffrance humaine. Mais laissez-moi en venir aux faits, à ces douleurs secrètes, pudiques, mais tellement familières que nous

avons fini par ne plus les voir. Comment s'expriment-elles? Comment les reconnaître pour ensuite les accueillir et les accompagner? Comment faire en sorte de revendiquer leur prise en charge au cabinet pour tenter de recréer des liens sociaux et pour lutter contre la ghettoïsation de la misère, marginalisée du centre géographique de la société et marginalisée de la prise en charge médico-sociale, comme si le médecin ne pouvait rester que le triste serviteur de l'idéologie et des représentations sociales? Il me faut tenter de donner une définition de la santé même si cela relève de la gageure. Peut-on sérieusement ne retenir que la «trop bonne» définition de l'«OMS» proposée il y a plus de 40 ans: «La santé est un état de bien être complet physique, mental et social et pas seulement l'absence de maladie»? A mon sens, non, tout comme je ne crois pas que la santé se traduise par le silence des organes, et suis en accord avec Ivan Illich qui désignait «l'obsession de la santé parfaite» comme un «facteur pathogène permanent.» Evidemment «les déterminants de la santé dépassent largement le système de soins, tel qu'on peut se le représenter en Occident». Là, s'ouvre un large éventail de définitions possibles. En effet, peuvent prétendre exercer une influence sur «la santé», le patrimoine génétique des individus, les conditions d'hygiène, la qualité de l'alimentation et du logement, la pression sociale exercée sur les individus et le soutien qu'ils reçoivent de leur entourage jusqu'à leur confiance en soi ou au sentiment d'être bien dans sa peau et de maîtriser sa vie. Il faut tenir compte aussi des représentations du médecin, lui-même, concernant la maladie, la mort, la santé, certains troubles étant plus valorisés que d'autres, certaines maladies, certaines souffrances demeurant donc «invisibles» aux yeux du praticien. On se rend compte que les concepts d'accessibilité des filières de soins et celui «de santé» reposent sur la place que l'on accorde à l'homme par rapport à son environnement. Reste à savoir si l'homme est «premier» ou s'il est une des parties de cet environnement. De nombreux facteurs influencent encore «notre santé»: l'air que nous respirons, la nourriture que nous mangeons, comment nous travaillons, l'argent que nous gagnons et le jugement que nous portons sur l'équité de ce gain, le lieu où nous vivons, l'éducation que nous avons reçue dans notre jeunesse, l'ascension sociale que nous avons effectuée. Au total on voit bien que «la santé» relève d'un patrimoine

communautaire et est loin de n'intéresser que le comportement d'un individu qui serait considéré comme tout à fait isolé et indépendant. On se rend compte que le médecin doit devenir un professionnel impliqué dans la reconnaissance du sens de l'histoire de son pays et du sens de l'histoire de la médecine et sensible à l'influence que peuvent avoir les facteurs d'environnement physique, social et psychologique sur

**Ce texte, extrait du livre de Jacques Philipponneau, Relation de l'empoisonnement perpétré en Espagne et camouflé sous le nom de syndrome de l'huile toxique, Encyclopédie des Nuisances, 1994, a servi d'introduction à la déclaration de René Riesel lors de son audience devant le Tribunal d'Agen en 1998 :**

*«La maladie a longtemps été une fatalité individuelle ou un malheur social dont le soulagement éventuel relevait de la connaissance médicale et d'une charité privée progressivement relayée par la puissance publique. (...) La santé publique est devenue une affaire économique en accédant à la dimension et à la qualité d'industrie; la France par exemple y consacre plus de 8% de son produit national brut, somme considérable et en rapide augmentation supérieure au double des dépenses militaires. Comme dans toute industrie, l'unique préoccupation est de conquérir de nouveaux marchés en répondant aux besoins existants et en créant de nouveaux dans les domaines essentiels de l'ingénierie médicale et de la chimie, ceci grâce à toutes les ressources du marketing et de la corruption.»*

l'équilibre de ses patients. On voit mal dans ces conditions-là, comment le médecin praticien pourra continuer à n'être qu'un exécutant, même extrêmement habile et efficace, qui ne tient pas compte de l'influence profonde de ces nombreux facteurs d'environnement sur l'équilibre de ses patients sauf à accepter, à ce moment là, d'encourager le ressort économique qui serait celui de la consommation de soins; cette consommation étant d'autant plus aisée que l'on ferait partie des classes économiquement favorisées de la société en question; le soin n'étant plus alors considéré que comme un quelconque objet de consommation.

## L'exemple de la CMU.

Mise en place le 1er janvier 2000, la Couverture Maladie Universelle doit garantir à tous une prise en charge des soins par un régime d'assurance maladie, et aux plus défavorisés le droit à une protection complémentaire gratuite. Pour accéder à une couverture sociale de base, il n'y a plus besoin de justifier d'ouverture de droits (par une activité salariée, etc.). Toute personne résidant en France de manière stable et régulière peut bénéficier d'une couverture médicale. Les jeunes à partir de 16 ans pourront être assurés sociaux de

manière autonome. Pour bénéficier d'une couverture complémentaire, un plafond de ressources a été fixé à 3600 F pour une personne seule. On évalue à 9 millions les assurés sociaux qui n'ont pas les moyens de se payer une mutuelle. On a tendance à considérer la CMU comme un progrès social... Force est de constater que son bilan doit être nuancé parce que de nombreux bénéficiaires de ce droit continuent à souffrir confidentiellement, pudiquement enfermés dans des ghettos plus encore symboliques et imaginaires que physiques. Continuons à nous expliquer. A un moment où nous ne sommes pas certains de préserver la sécurité sociale, nous sommes invités (pourquoi ne pas écrire convoqués) à inscrire notre action de soignants dans un système de représentations complexes (mais pas nécessairement compliqué) où les conditions économiques et politiques sont déterminantes pour la préservation de l'accès aux soins pour nos patients. Je pense aux effets des licenciements économiques et à la prolétarianisation qu'ils peuvent entraîner ou aux lois sur l'immigration dont les modifications constantes rejettent régulièrement dans l'illégalité de séjour de nombreux étrangers. Comment pourrions-nous rester insensibles à ces considérations si nous plaçons l'humain au centre de nos exigences éthiques ? Que peut bien changer la CMU dans la vision que le soignant peut avoir de l'Étranger et du Marginal ? Rien, absolument rien, s'il ne s'est pas interrogé sur son propre rapport à l'Un et à l'Autre et sur la place qu'il leur accorde dans son propre système de valeurs. Car, en vérité, le principal médicament que nous prescrivons est le médecin lui-même... Il est aisé de faire le constat quotidiennement que l'expression de la douleur ou le rapport au temps de certains patients restent des énigmes pour un nombre important de médecins. Qui parmi les spécialistes est encore prêt à se mettre dans la peau d'un «médecin de famille» ? Face aux effets de l'exclusion, ne sommes nous pas devenus (et ce ne serait déjà pas si mal) des «urgentistes» ou des «humanitaires» ? Nous connaissons pourtant bien l'expression des troubles : honte, désespérance, refus de s'engager dans une relation affective pour ne pas souffrir, dépendance à l'alcool et à certaines drogues, troubles psychologiques ou psychiatriques chroniques, refuge compulsif dans le sommeil, la boulimie ou l'agressivité. On retrouve aussi une impulsivité et des difficultés de symbolisation. L'inaccessibilité du corps médical peut entraîner aussi, en cas de douleur, le recours aux calmants et aux psychotropes illicites plutôt qu'aux soins médicaux dans l'optique d'un traitement continu. De plus l'extrême pauvreté ou la précarisation modifie le rapport au temps, le dévalue ou le surinvestit. On a

du mal à imaginer combien la journée d'un chômeur ou d'un «sans-papier» peut être dense de démarches multiples et souvent répétitives; combien ils peuvent marcher ou emprunter les transports en commun; combien ils sont obsédés par les comptes à rendre à l'ANPE ou à la préfecture. Le plus douloureux étant probablement la mise en route du matin...

dernier bastion d'un libre arbitre quasiment effacé par la précarisation. Aussi, doit-on leur offrir la possibilité de venir au cabinet sans rendez-vous, aussi longtemps que nécessaire. On imagine les difficultés que cela peut représenter dans une pratique de psychiatre libéral (décalage des patients payants, salle d'attente bondée d'une population cosmopolite, cuisine en activité pour servir de café ou de fumoir,...) mais cette adaptation possible associée à une bonne connaissance du fonctionnement des autres partenaires sociaux (éducateurs, juges, travailleurs sociaux, avocats..) permet d'identifier la personne «élue» par le précarisé (souvent la première personne qui a eu de la compassion pour lui et de l'intérêt pour son histoire). Cette «élection» restant définitive tout au long du cursus médico-social, il s'agira pour le médecin de bien l'identifier pour la respecter, et de s'appuyer sur elle pour dynamiser les nombreuses interventions afin d'éviter que chaque intervenant ne travaille isolément, compartimentant la vie, la demande et les réponses données. Au total, il s'agit pour le médecin libéral de sortir de la logique du paiement à l'acte et de rendre au patient sa fonction centrale dans le système de soins. Faisons le pari qu'il évite de l'orienter vers les urgences hospitalières ou Médecins du Monde et qu'il sollicite son propre réseau de correspondants en cas de besoin d'exams complémentaires ou de prescriptions médicamenteuses. Il lui faudra aussi échapper à la tentation de multiplier les actes afin de rentabiliser sa micro-entreprise et de rester maître de son temps selon l'adage qui dit qu'en médecine il n'y a (quasiment) jamais d'urgence mais uniquement des médecins pressés. Devant le défi posé par ces patients fragilisés, parfois seulement momentanément, pourquoi ne verrait-on pas les médecins spécialistes, s'ils ont été «élus» s'instaurer médecin de famille et fédérateur de l'ensemble des interventions médico-sociales et juridiques. A Strasbourg, nous avons modestement illustré ces objectifs à partir de la collaboration établie avec la «permanence d'accueil des sans papiers», animée par des citoyens bénévoles qui s'appuient sur quelques médecins et avocats dans le cadre de la mise en commun d'un savoir-faire spécialisé restitué aux plus fragiles.



### Le rapport au temps

Qui n'a pas observé devant son supermarché ces sentinelles venant de l'Est, très souvent, postées imperturbablement tristes et dignes durant toute la durée d'ouverture du commerce à tenter de vendre des journaux de rue ? Et à y voir de plus près, il s'agit souvent de personnes dont le statut en Moldavie, en Arménie ou ailleurs était socialement plus élevé. Qui n'a pas été bouleversé par la force de leurs enfants portant parfois à bout de bras la détresse des parents ? Leurs journées sont (dé)organisées, sans travail ni activités, et chacun doit réinventer une vie, nécessairement marquée par le sceau de l'angoisse, des cauchemars, des troubles du sommeil et du sentiment de culpabilité. *«Refuser de voir au-delà de la journée qui vous attend, c'est quelquefois nécessaire au maintien de la cohésion de sa personne. Inversement, faire perdurer un statut précaire, faute d'espérer un processus, une évolution, peut également avoir un effet protecteur. Dans les deux cas, le temps est immobile »* (Maryse Esterle-Hebidel). On voit que les précarisés peuvent avoir besoin de conserver l'initiative du rapport à leur temps et que respecter un rendez-vous peut constituer le sentiment de perdre le

son propre réseau de correspondants en cas de besoin d'exams complémentaires ou de prescriptions médicamenteuses. Il lui faudra aussi échapper à la tentation de multiplier les actes afin de rentabiliser sa micro-entreprise et de rester maître de son temps selon l'adage qui dit qu'en médecine il n'y a (quasiment) jamais d'urgence mais uniquement des médecins pressés. Devant le défi posé par ces patients fragilisés, parfois seulement momentanément, pourquoi ne verrait-on pas les médecins spécialistes, s'ils ont été «élus» s'instaurer médecin de famille et fédérateur de l'ensemble des interventions médico-sociales et juridiques. A Strasbourg, nous avons modestement illustré ces objectifs à partir de la collaboration établie avec la «permanence d'accueil des sans papiers», animée par des citoyens bénévoles qui s'appuient sur quelques médecins et avocats dans le cadre de la mise en commun d'un savoir-faire spécialisé restitué aux plus fragiles.

Strasbourg, le 13 février 2002.

\*Georges Yoram FEDERMANN.  
Citoyen psychiatre du centre ville.  
Co-fondateur du Cercle Menachem Taffel.  
Porte parole du comité de soutien des  
Roms de Zamoly.

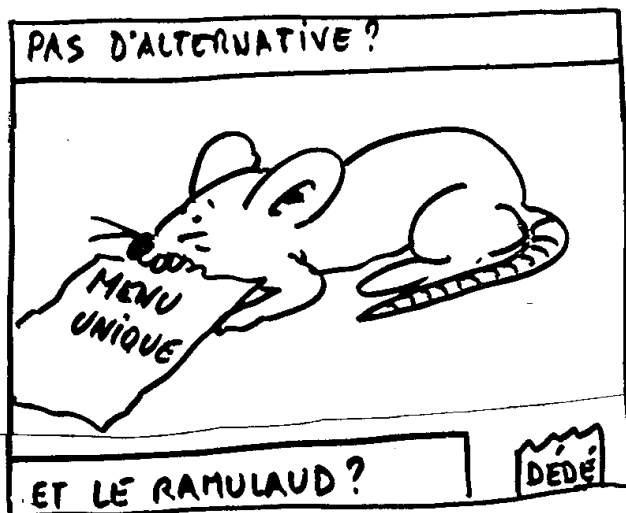
# “Colloque” ACC des 5 et 6 juillet 2003

A **Contre Courant** a organisé son “colloque” annuel les 5 et 6 juillet dernier à Thann (68). Des groupes amis y sont régulièrement invités. Parmi les présents, outre, bien sûr, une bonne représentation d'**ACC**, des camarades d'**Alternative Libertaire**, de **Cinquième Zone**, de **l'Abeille Rouge** (région parisienne) du **MSAP** (Ardèche), de **Ballon Rouge** (Aubagne), les uns et les autres contribuant à la publication de leur propre bulletin. **Carré Rouge**, invité, était représenté par un membre de **l'Abeille Rouge**. Enfin un “observateur” d'**ATTAC** et des **Amis du Diplo** (Mulhouse), subtil dessinateur, a illustré les débats : Dédé a été irrésistible (dans tous les sens du terme), comme à son habitude. Quelques uns des chef d'œuvres ont déjà enrichi le précédent numéro. Il y en a dans celui-là; vous en trouverez dans les suivants.

Au menu, bien entendu, le mouvement social de mai-juin contre la régression des retraites et le démantèlement de l'Education Nationale, prélude à de futures privatisations. La relation par les participants de leur propre expérience dans la lutte a révélé des situations diverses, parfois liées à des présences répétées sur le terrain. L'analyse des cause de l'échec d'un mouvement pourtant très fort et la relative victoire de l'intransigeance gouvernementale – ce ne sont pas les miettes octroyées lors de pseudo-discussions avec les états-majors syndicaux sur les retraites ni le report du démantèlement/décentralisation qui inversent un bilan largement défavorable aux forces sociales – a mis en évidence le frein (la trahison en ce qui concerne la CFTD qui n'a surpris personne) des Confédérations ouvrières, en premier lieu la CGT, qui craignaient par dessus tout la grève générale, même si FO, opportuniste sur le tard, y a appelé au début de la retombée de la lutte. Les média, très largement à la solde du pouvoir et des puissants, ont été mises sur la sellette pour avoir fortement contribué au dénigrement du mouvement par la désinformation et l'accusation portée contre les grévistes de prendre en otages les pauvres citoyens. Ont été également dénoncées, de ci de là, des interventions musclées des forces dites de l'ordre, manifestant en cela la volonté du pouvoir de criminaliser les actions directes.

Les formes de mobilisation, son aspect organisationnel, ont aussi été discutés, pour constater souvent une insuffisance de liens horizontaux, donnant ainsi le sentiment d'un recul par rapport à ce qu'ont été les coordinations, point fort des puissants mouvements passés: 88/89, 95... A de même été soulevée

comme probable raison de l'échec, l'absence de perspectives politiques, et la nécessité donc d'élaborer les grandes lignes d'un programme qui pourraient être soumises aux divers groupes, réseaux, organisations qui en débatteraient.



La question internationale, rappelée à plusieurs reprises a été peu débattue, si ce n'est pour réaffirmer le rapport direct de ces luttes avec la mondialisation ultra libérale bien engagée dans l'agression contre, entre autres secteurs, les services publics en vue de leur privatisation, et dans la déréglementation : tout pour le profit, surtout financier, des transnationales, la galère et la misère pour les salariés. Ce “colloque” s'inscrivant dans la démarche d'échanges, de réflexion, d'élaboration entre groupes, revues, bulletins ou individus, a aussi abordé la nécessité du regroupement des réseaux existant, élargissant par là le poids de leur impact. Divers appels sont lancés en ce sens (cf édito ACC n° 146, juillet 2003). Le MSAP et Ballon Rouge ont notamment lancé une invitation à se revoir et poursuivre le débat au Larzac les 8-9-10 août; une bonne partie des groupes présent s'est engagée à être présente. Là, des liens devraient être confortés, d'autres amorcés, dans la perspective d'une convergence anticapitaliste.

Par ailleurs, un camarade de **l'Abeille Rouge** s'est proposé pour ouvrir un site “portail” internet chargé d'assurer l'échange de bulletins, d'infos dans le cadre inter-réseaux.

Enfin dans la perspective d'un automne qui pourrait être chaud ( attaque contre la Sécu, le droit de grève : service minimum...) devrait voir le jour l'élaboration de propositions politiques alternatives à celles d'une gauche social-démo totalement discréditée par le choix du social-libéralisme qu'elle a fait sous Jospin, et se démarquant aussi d'un certain sectarisme de l'extrême gauche trotskyste.

## Ce n'est qu'un début, continuons le Larzac...

Dans le prolongement de la rencontre du mois de juillet (cf. ci contre), les représentants de différents groupes ont, à l'occasion du rassemblement du Larzac, poursuivi les réflexions engagées à Thann sur les moyens de partager les informations et expériences, confronter leurs analyses et, le cas échéant, coordonner des initiatives.

Un stand conjoint a ainsi été tenu et, dans la poussière caniculaire des Causses, une réunion rafraîchissante a rassemblé des membres des groupes suivants :

*MSAP, Liaisons, Les Motivés 76, Ballon Rouge, Comager, Mille Bâbords et ACC.*

Un compte-rendu détaillé reviendra de manière plus précise sur ces discussions mais, d'ores et déjà, il apparaît que le besoin et le désir de travailler à l'unité entre nos groupes constitue une préoccupation partagée. L'expression de cette unité pourrait passer par des publications en commun dont les modalités restent à déterminer. A cette fin, nouveau rendez-vous est pris : autour du week-end du 1<sup>er</sup> novembre dans le Lubéron. Si d'autres collectifs ou groupes locaux souhaitent se joindre à cette démarche, ils sont les bienvenus...

Signalons par ailleurs que le tract publié sur les deux pages suivantes (7 et 8) a été diffusé sur place par ACC à plusieurs milliers d'exemplaires.



# A CONTRE COURANT

## Qui sommes-nous ?

Composée de militants d'Alsace, Lorraine et Champagne, notre petite équipe édite 10 fois par an, et ce depuis 18 ans, un bulletin à caractère politique et syndical.

On nous dit de sensibilité libertaire. Peut-être, après tout. Nous n'avons guère le souci des étiquettes. Nous nous efforçons de diffuser des informations et des analyses "à contre courant" de la propagande du Capital et de ses affidés.

Une manière de contribuer, par la réflexion, -mais aussi par l'action sur le plan local- à l'émergence d'une autre société.

Nos coordonnées :

### **A CONTRE COURANT**

BP 2123 68060 MULHOUSE cedex

Site : <http://www.acontrecourant.org>

Courriel : [courrier@acontrecourant.org](mailto:courrier@acontrecourant.org)

Tel/Fax : 03 89 46 29 79

Pour s'abonner un an (10 numéros de 14 pages au moins) : 10 euros. Chèque à l'ordre d'A Contre Courant.

Pour voir avant de s'abonner : 2 anciens numéros sont envoyés gratuitement sur simple demande.

Nous avons récemment décidé de nous rapprocher de plusieurs groupes pour former "**convergence anticapitaliste**". C'est une structure souple qui a pour objet de faciliter l'échange d'informations et d'analyses, la coordination d'initiatives et d'actions communes. Outre "**A Contre Courant**", il s'agit pour l'heure des groupes suivants:

"**Cinquième Zone**" (11 rue S. Allende 92220 BAGNEUX) [www.cinquieme-zone.org](http://www.cinquieme-zone.org)

Courriel : [cz.courrier@cinquieme-zone.org](mailto:cz.courrier@cinquieme-zone.org)

"**MSAP**" (07170 LUSSAS) [www.msap07.org](http://www.msap07.org)

Courriel : [msap@wanadoo.fr](mailto:msap@wanadoo.fr)

"**Alternative Libertaire**" (BP 177 75967 PARIS cedex 20) [www.alternativelibertaire.org](http://www.alternativelibertaire.org)

"**L'Abeille Rouge**" (<http://perso.wanadoo.fr/robert.duguet/abeille/index.htm>)

"**Ballon rouge**" (BP 100 13673 AUBAGNE Cedex - Tel/Fax : 04 42 03 88 88 ) <http://ballon.rouge.free.fr> [ballon.rouge@free.fr](mailto:ballon.rouge@free.fr)

"**Résister !**" (Mille Bâbords 61 rue Consolat 13001 Marseille) [resister@free.fr](mailto:resister@free.fr)

"**Liaisons**" [e-liaisons@voila.fr](mailto:e-liaisons@voila.fr)

## Pour contribuer à l'unité d'action

Quels sont les résultats du mouvement de mai-juin 2003 ? Un échec bien sûr, du moins au regard de sa revendication directe : le retrait du Plan Chérèque-Fillon. D'un autre côté : quelle vigueur, quelle ampleur, quelle ténacité ! Une mobilisation sans précédent depuis mai 68. Plus de 2 millions de salariés dans la rue le 13 mai. Un million de manifestants à Paris le 25 mai. La grève générale scandée comme mot d'ordre par des centaines de milliers de travailleurs. Des personnels en grève reconductible pendant plusieurs semaines qui reprennent le travail avec une détermination intacte voire renforcée !

Alors, pourquoi n'avons nous pas gagné ? Le mouvement social de mai-juin 2003 aura souffert d'une triple faiblesse :

- **Programmatique** : il ne s'est pas engagé, dès le départ, sur des positions de classe -travail contre capital- et n'a pas affirmé assez fortement que la seule alternative à la régression Fillon-Chérèque, c'était de taxer le Capital.

- **Pratique** : il n'a pas su généraliser les modes d'action les plus combatifs et les plus imaginatifs : occupation des lieux de travail, auto-gestion des services publics comme dans certaines écoles marseillaises ou du 93, assemblées populaires comme dans le 13<sup>ème</sup> à Paris...

- **Organisationnelle** : une organisation autonome du mouvement n'est pas parvenue à s'imposer face aux appareils syndicaux qui ont réussi à nous conduire dans l'impasse.

Sur la base de ces constats, de nombreux militants isolés et de nombreux groupes locaux ressentent la nécessité de se regrouper pour mieux coordonner leur action et affirmer plus nettement les bases de leur mobilisation. Et ce, en évitant les récupérations aussitôt surgies au lendemain du mouvement social : celles d'opportunistes de l'ex gauche plurielle qui voudraient à moindre frais se refaire une virginité anti-libéral; celles d'appareils d'extrême-gauche dont certains restent prisonniers de leur histoire et de leurs pratiques.

C'est avec l'objectif de contribuer à la convergence de forces anticapitalistes que "**A Contre Courant**" a décidé de se rapprocher de plusieurs groupes (voir ci-contre) et de travailler avec eux.

Pour discuter du bilan et des perspectives de mai-juin 2003, des moyens et objectifs de mise en œuvre d'un regroupement des forces anticapitalistes au niveau national -voire internationale- nous vous invitons à débattre, en compagnie de ces groupes amis, le samedi 9 août à 17 h à "**l'arbre à palabres**".

# Météorologie sociale de septembre : la grève générale ne tombera pas du ciel !

"On repart le mois prochain !" On connaît le refrain. C'est celui de tous les mouvements sociaux qui, lorsqu'ils se terminent, promettent de reprendre à la première occasion venue. On l'avait déjà dit en décembre 95. On l'a redit en juin 2003.

Qu'en sera-t-il en septembre ? Difficile d'établir des prévisions, car la météo sociale est encore plus hasardeuse que la vraie. Quelques indications tout de même :

- La colère accumulée par vingt années d'alternance mécanique pseudo-gauche/droite pour mener une politique néo-libérale toujours plus à droite n'est pas prête de se dissiper. Et l'horizon électoral actuel n'ouvre aucune perspective.
- Mai-juin 2003 laisse un sentiment d'inachevé. On aurait pu aller beaucoup plus loin ! On aurait pu gagner ! On aurait dû gagner !
- Raffarin, Seillière et consorts vont poursuivre, au niveau hexagonal, la mise en œuvre de leur politique libérale qu'organisent au niveau européen (Bruxelles, banque centrale européenne...) et mondial (OMC, FMI, AGCS...) les instances capitalistes. Ce sera médiatiquement peut être moins agressif mais tout aussi brutal dans les résultats : démantèlement de la Sécu, privatisation des entreprises et services publics (EDF, La Poste, en attendant l'Education nationale), RMA...

On ne peut pas continuer de subir. Comme dirait un certain dirigeant syndical *"la grève générale ne se décrète pas !"* Certes, mais elle se prépare, elle s'organise, elle se développe si on l'active. Tout au long de cet été, le vent de la lutte sociale n'a pas faibli : intermittents en grève dure, actions anti-ministres en province, mobilisation contre l'avalanche estivale de plans sociaux (Altadis ex Seita, Alstom, Peugeot...), Larzac... Et déjà des AG sont programmées pour la rentrée.



Mai-juin est pour tous un acquis majeur. Nous avons l'expérience de nos erreurs, de nos faiblesses. Et de nos forces. Nous ne pouvons et ne devons compter que sur nous-mêmes. A nous, salariés à la base, de définir nos mots d'ordre. A nous de nous organiser de manière autonome et de créer, dans la lutte, les structures pour coordonner nos actions : AG, comités de grève d'établissement, coordination interprofessionnelle à tous les échelons géographiques possibles (ville, départemental, régional, national...). A nous de faire revivre ou d'inventer de nouvelles formes d'actions subversives : élections de comités d'action dans les établissements scolaires (en lieu et place des conseils d'administration), actions de gratuité pour les services publics (transports en commun, poste, téléphone...), occupations de locaux servant à la diffusion d'information pour se coordonner et contrer la propagande du pouvoir et des puissants, festivals culturels militants périodiques (en 36, c'était dans les usines; en 2003 sur les places publiques ou dans les centres commerciaux), grève de la consommation...

Un nouveau cycle de conflits sociaux s'est ouvert en mai-juin 2003. Nous ne laisserons plus aucun pouvoir (patronal, syndical, politique) en paix tant que nous ne serons pas victorieux, tant que nous n'aurons pas réalisé cet autre monde possible que nous voulons et que nous ne pourrons construire que dans les luttes !



# Une si tenace atmosphère de jacquerie

(suite)

**Comme nous l'indiquions dans ACC dès la fin mai, le spectre de la grève générale aura hanté le mouvement social de 2003. Aussi, toutes les forces attachées au maintien de l'ordre social présent l'ont combattu avec acharnement.**

## La grève générale, schibboleth du syndicalisme révolutionnaire

La grève générale, en effet, n'est pas une forme quelconque d'action sociale; elle porte en elle une dynamique insurrectionnelle; elle est intrinsèquement subversive. C'est pourquoi aucune direction syndicale ne peut réellement appeler ou organiser une grève générale mais, au contraire, doit tout faire pour la conjurer et circonscrire, pour les étouffer, ses développements éventuels.

Ce n'est ici le lieu ni d'une histoire, ni d'une théorie de la grève générale. Remarquons simplement ceci que dès lors que la grève par son caractère massif et durable investit le centre de l'ordre social et interrompt son déroulement régulier, elle somme chacun de prendre parti : par rapport à elle et corollairement par rapport à l'ordre social. La grève générale fait émerger à la conscience sociale ce qui d'ordinaire relève de son inconscient : le rapport de chacun et les termes du rapport de chacun à l'ordre social. C'est au fond le schibboleth de la révolution.

Depuis le 1<sup>er</sup> février, la grève générale aura hanté le mouvement social. Car dès ce jour là, sans effort particulier, la vigueur de la mobilisation des travailleurs témoignait de leur volonté de s'emparer de la lutte contre la réforme des retraites pour exprimer leur colère profonde contre la dégradation de leur condition salariale. Certes, tout au long du mouvement, ce ne fut qu'une fraction du salariat qui parvint à cristalliser sur cette question particulière la contestation; et en dépit de ses tentatives répétées, le mouvement ne réussit pas à élargir les bases de sa mobilisation. On a décrit précédemment (cf. ACC n°145 et 146) <sup>(1)</sup> la manière dont les organisations syndicales ont entravé cet élargissement; on vient de dire pourquoi. La rigueur de l'analyse exige toutefois d'examiner l'ensemble des facteurs qui ont contribué à l'absence d'une

propagation du mouvement, en distinguant ceux d'ordre idéologique, ceux d'ordre organisationnel et ceux d'ordre programmatique. Elle doit surtout se prémunir de cette facilité d'attribuer à une cause exclusive et décisive, élevée au rang de bouc émissaire, l'incapacité du salariat français à avoir mené une grève générale victorieuse. Sans quoi, elle sombre dans les jérémiades incantatoires de gauchistes qui font de Thibault l'exutoire de leur propre misère. Que Montreuil n'ait pas appelé à la grève générale n'a certes pas aidé à son déclenchement; mais le secrétaire général de la CGT n'est pas l'officiant d'une quelconque liturgie révolutionnaire; et ce n'est pas en prononçant une formule consacrée qu'il aurait, à l'image du prêtre dans le rituel de la Très Sainte Eglise Catholique Romaine transformant le pain et le vin en Corps et Sang du Christ, substantifié la grève en grève générale. Le lutte des classes ne reconnaît pas encore la transsubstantiation !

## Pour ne pas rester sourds, aveugles et muets

Tout au long des grèves et manifestations, le mouvement aura essentiellement été porté par le salariat public; ce qui n'a pas manqué d'alimenter un dialogue de sourds entre ceux qui le fustigèrent en évoquant les privilèges et les privilégiés (*"Ce ne sont pas les fonctionnaires qui devraient protester mais les salariés du privé, les précaires, les chômeurs et les intérimaires"*) et ceux qui le défendirent en reprenant le refrain 95 du "Tous ensemble" et de la grève par procuration (*"Ce n'est pas que pour nous que nous manifestons, mais pour l'ensemble du salariat; et d'abord pour ceux qui ne peuvent pas le faire"*). Dialogue de sourds donc; mais dialogue d'aveugles aussi, car aveugle sur la réalité sociale, idéologique et politique du pays! Dialogue de muets au fond car au-delà des pétitions de principe, les uns et les autres se montrent incapables d'apporter des éléments de réponse sérieux aux questions que pose cette mobilisation partielle du salariat. Cette question est pourtant, pour tous les militants, l'une des plus décisives car ce n'est qu'en saisissant, dans la diversité de ses facettes et de ses contradictions internes, la situation du monde du travail, qu'une pensée critique peut apporter une quelconque contribution aux lut-

tes sociales à venir.

Les explications au caractère limité de la mobilisation du privé sont désormais toujours les mêmes : sur la base de sondages qui leur sont favorables, les organisateurs du mouvement social en concluent que le privé soutient leur action sans pouvoir y participer; dans la perspective électorale qui est toujours la leur, les représentants politiques de la gauche considèrent que le privé soutient le mouvement sans vouloir y participer; quant aux promoteurs du programme (au sens immobilier du terme c'est à dire d'hommes d'affaires qui se chargent des opérations de financement, vente, communication et maîtrise d'oeuvre d'un programme de spéculation) ils décident que le privé désapprouve le mouvement et soutient leur projet. Trois conceptions non compatibles donc, mais qui toutes conduisent à une même conclusion : celui d'une nécessaire soumission aux réformes.

La troisième position elle est celle de ces faux-progressistes qui sont de vrais réactionnaires, ces "progressistes de la régression" qui s'appuient et s'emploient à consolider l'aliénation du salariat pour mettre en œuvre leur politique; car l'aliénation du salariat est la condition du renforcement de son exploitation et de la poursuite de leur domination. Les tenants des deux autres positions (celle des sociaux-démocrates et celle des ex-révolutionnaires recyclés en "réformistes radicaux") prennent pour une impossibilité sociale objective ce qui n'est que leur propre inconséquence. C'est leur irrésolution pratique et leur incohérence théorique qui ont contraint la grande majorité du salariat privé à l'attentisme; et non l'attentisme du salariat qui aurait obligé les directions syndicales et politiques à l'indécision et au louvoisement. Il ne faut pas renverser l'ordre des causalités ! Il est d'ailleurs assez remarquable que ceux qui de tout temps ont combattu de manière implacable - sur le terrain théorique comme sur le terrain pratique - toute forme de spontanéisme social ; que les deux organisations les plus bureaucratiques - la CGT et Lutte Ouvrière - soient celles qui aient utilisé pour justifier leur refus d'appeler à la grève générale ce prétexte : celui précisément de l'absence d'un déclenchement spontané à la base de la grève générale.

## **Poujadisme et défaitisme : les deux mamelles de l'aliénation salariale**

Dans l'examen des causes qui ont contribué à l'échec du mouvement, il est impossible de développer l'analyse de celles d'ordre idéologique. Il faudrait en effet décrire les formes et contenus divers de l'idéologie du capitalisme actuel et les formes et contenus nécessaires d'une théorie critique de ce capitalisme. Une telle entreprise outrepasserait le récit du mouvement de mai-juin 2003; il ne s'agira donc ici que de relever quelques uns des traits saillants de la fausse conscience du salariat, ceux qui se manifestèrent le plus nettement au cours de ces semaines de lutte et que l'on peut assez aisément qualifier de poujadisme et de défaitisme.

### **Un poujadisme rampant**

L'espèce de poujadisme rampant qui travaille une grande partie du salariat et pèse au quotidien sur les relations professionnelles entre travailleurs mérite une attention particulière. Il apparaît en effet comme un obstacle sérieux à la constitution d'un front salarial unitaire ainsi que le mesure la perplexité de ce gréviste qui se demande *"comment envisager la solidarité et l'unité d'action entre tous les travailleurs quand deux secrétaires qui partagent le même chef et le même bureau se complaisent dans la médisance, le dénigrement réciproque et l'envie en lorgnant sur leur fiche de paie respective?"*

Ce poujadisme s'est exprimé sans fard et de manière haineuse dans la rhétorique vomitive de camarillas électroniques, issues des secteurs les plus réactionnaires de la droite française; mais, contrairement à ce qu'inclinent à croire de trop nombreux militants, il n'est pas le résultat d'une propagande démagogique des pouvoirs institutionnels et économiques relayée par des médias à leur solde. Ce serait tellement simple. Il suffirait alors de passer à l'acte de ce sevrage journalistique qu'on se promet toujours de réaliser devant le spectacle de désolation qu'inspire toutes les pressions confondues.

Le poujadisme du salariat vient malheureusement de plus loin et ses racines sont enfouies dans un inconscient collectif qu'il faut mettre à jour pour le comprendre et le combattre. Si le 13 heures de Pernaut est, sans obligation d'achat, le plus regardé en France, c'est qu'il renvoie à une partie des préoccupations de ceux qui le regardent; si le terme d'otage est impunément déversé à chaque nouveau conflit social, pour

être ou non repris dans la rue, c'est que l'esprit d'un très grand nombre de travailleurs tolère l'idée qui lui est sous jacente : que la grève s'apparente au fond au terrorisme social, c'est à dire à un coup de force autoritaire et violent d'une minorité agissante. Une nouvelle fois, il ne faut pas se méprendre sur l'ordre des causalités : le discours médiatique n'est pas la cause de la fausse conscience, même s'il contribue à son renforcement; il en est d'abord l'écho et l'expression consciente déformée. Ce poujadisme à fleur de peau s'enracine en fait dans la différenciation des statuts professionnels, elle-même résultat de la sédimentation des avantages conquis par les différentes catégories de travailleurs tout au long de leur affrontement contre le patronat. Il pourrait être compris comme le renversement de ce qui historiquement s'est présenté, dans le développement du combat syndical, comme le corporatisme salarial.

Durant la période des luttes offensives du salariat, celles menées pour acquérir de nouveaux droits ou augmenter les salaires, la tactique de la classe dominante a été d'enfermer dans le corporatisme le combat syndical. Il s'a-

gissait alors d'éviter l'extension des mouvements en cédant à certains groupes particuliers, les plus revendicatifs, une partie de ce qu'ils exigeaient; il s'agissait de désamorcer la contestation révolutionnaire du rapport salarial au nom d'une autre forme, communiste, d'organisation du travail en améliorant, pécuniairement et juridiquement, la situation salariale. Ce n'est que devant "l'effroyable revendication" de l'abolition du salariat que le Capital a été amené à céder aux travailleurs l'amélioration de leurs conditions de travail à l'intérieur du cadre du salariat ! Ce fut l'âge d'or de FO (et des fédérations CGT les plus mobilisées sur des bases catégorielles; celles les moins marquées par le communisme révolutionnaire) dont la dimension corporatiste de revendications s'inscrivant toujours dans le cadre du rapport salarial, rencontrait l'intérêt objectif du patronat de contenir les luttes des secteurs les plus combattifs et les mieux organisés du monde de travail d'alors.

(à suivre)

(1) Nous enverrons gratuitement ces deux numéros à tout nouvel abonné qui en fera la demande

## **Coordination en lutte**

*Durant les mois de juillet et août de nombreuses coordinations locales ont continué à se réunir et à se mobiliser pour préparer la rentrée sociale (Sud-Ardèche, Pyrénées Atlantiques, Seine-Maritime...). Nous avons reproduit dans le précédent numéro d'ACC l'appel du 14 juillet de l'AG des travailleurs en lutte de Sud-Ardèche; nous reproduisons ici les extraits de l'appel de la coordination interprofessionnelle du biterrois qui témoigne d'une double volonté des salariés: celle d'une part de rester organisés après le mouvement de mai-juin 2003 et celle, d'autre part, de ne pas laisser aux structures syndicales le monopole de leur organisation. Cette coordination publie une brochure intitulée "Alerte".*

### **Appel interprofessionnel : l'urgence nationale**

Certes les plates-formes revendicatives sectorielles sont essentielles. Mais au-delà, retrouvons nous, toutes catégories confondues, quels que soient nos terrains de lutte ou nos origines socio-professionnelles, pour stopper le massacre des institutions sociales du pays. La grève générale devra être menée jusqu'au retrait des dispositions déjà en place et jusqu'au désamorçage de celles à venir. (...) Pour renforcer la mobilisation, utilisons l'unité syndicale interprofessionnelle déployée le 13 mai. Faisons barrage au gouvernement...mais pas seulement pour la retraite ou la Sécu. (...) Le projet actuel de réformes en profondeur a programmé le démantèlement de la société, en remettant en cause les équilibres sociaux, l'avenir du pays et l'avenir des jeunes. On bafoue sous nos yeux les droits fondamentaux les plus élémentaires : le droit à l'instruction publique et à la culture, le droit à la santé et le droit à vieillir dans la dignité, le droit à l'air pur et à l'eau potable, le droit à une agriculture respectueuse de l'environnement... Nous ne pouvons pas rester passifs des choix qu'on nous présente comme inévitables. Oui, la réforme est nécessaire; mais Non les options néolibérales ne sont pas les seules viables; non aux "ça va de soi" honteux des plus riches(...) Et que l'on ne nous fasse pas croire que la réforme portera ses fruits sur le long terme. Voyez l'Angleterre, vingt ans après Thatcher (...)

**Non à une thatchérisation de la société française !**

Contact : [coordinationdubiterrois@yahoogroupes.fr](mailto:coordinationdubiterrois@yahoogroupes.fr)

# Mémoire des luttes : la grève générale d'août 1953

La mise en perspective de luttes du passé est une source précieuse d'intelligence sociale. Elle permet d'identifier certains invariants des mouvements sociaux; elle constitue un réservoir d'expériences pour conduire l'action, lever ou contourner certaines difficultés, éviter des obstacles; elle prévient d'éventuelles illusions et forge une théorie militante qui, en se nourrissant de l'accumulation d'expériences, est ensuite capable de mieux adapter ses pratiques aux circonstances du présent.

A cet égard, certaines réflexions à propos du mouvement de mai-juin 2003 font écho à celles qui avaient pu émaner de celui d'août 1953, lorsque pendant 2 semaines plusieurs millions d'agents publics avaient fait grève contre les décrets Laniel reculant l'âge de la retraite des fonctionnaires !

Les extraits de textes que nous proposons ici sont issus du 49<sup>ème</sup> numéro des Cahiers du CERMTRI (Centre d'Etudes et de Recherche sur les mouvements trotskystes et révolutionnaires internationaux) qui rassemble des documents de la IV<sup>ème</sup> Internationale sur la grève générale d'août 1953. A lire au premier comme au deuxième degré ! Et plus si affinité...(CERMTRI 28, rue des Petites Ecuries, 75010 PARIS, tel 01 44 83 00 00, n° 49 : 4,10 euros)

## Sur la dénonciation du mouvement par le gouvernement :

*"De quoi s'agit-il aujourd'hui pour la France? D'un procès entre quelques dizaines de millions de Français et quelques centaines de milliers de privilégiés (sic!). Sur une population de plus de 40 millions d'êtres, il demeure des millions de pauvres et de misérables sans logis (Déclaration du vice-président du parti radical) (p.65)*

## Sur l'attitude des organisations syndicales et politiques dans le mouvement :

### 1) D'abord la trahison des syndicats réformistes :

*"La trahison de FO et de la CFTC a été d'un grand secours pour la CGT et le PCF qui ont montré sans aller trop loin leur caractère plus à gauche."*

### 2) et ses conséquences en leur sein :

*"C'est certainement au sein de la CGT-FO que les luttes du mois d'août auront le plus immédiatement des répercussions profondes. C'est spécialement dans les Fédérations Postale et des cheminots que la base a pris le plus nettement conscience de la trahison de la direction car ce sont les travailleurs de ces 2 corporations qui en ont subi directement les effets. Aussi il semble que les syndicats FO de ces deux secteurs de travail ont subi une perte d'effectifs et d'influence.(...) Lorsqu'il devint évident que les dirigeants voulaient à tout prix faire cesser la lutte la pression de la base se transforma en une violente hostilité à l'égard du Bureau Confédéral.(...) La pression de la base encore diffuse au début a tendance maintenant à prendre une forme organisée(...) les propositions les plus fréquemment faites ont été d'une part de*

*demander la démission du Bureau Confédéral et d'autre part la constitution d'un Cartel des Fédérations oppositionnelles." (p.49)*

### 3) Ensuite sur le rôle équivoque de la CGT et du PCF (c'était l'époque où il y avait un parti communiste fort en France) :

*"La CGT a été tout le temps de la grève dans cette région (Renault) en deçà non seulement des aspirations des travailleurs mais également de ce que réalisait à Paris les Fédérations en grève. Dans les PTT spécialement les dirigeants CGT ne se débarrassèrent que tardivement de leur sectarisme, de leur attitude timorée à l'égard des grèves, marchant toujours avec au moins 24 heures de retard par rapport à ce qui se passait dans les régions les plus avancées de France" (p.51)*

*"Le PCF et la CGT adoptent une ligne plus nuancée mais non moins destructrice pour le mouvement (...) La stratégie du PCF face à la grève générale s'aligne au début sur FO et CFTC : elle participe du repli élastique, ne pas s'opposer seule ouvertement à la combativité des masses, laisser la grève générale s'enliser, ne pas donner de directives pour en finir faire retomber la responsabilité de la reprise sur FO et CFTC." (p.12)*

### 4) Enfin le PS!

*"En ce qui concerne le PS cela se manifeste par un renouveau de la lutte de tendance" (p. 56)*

## Sur la conclusion du mouvement, ses acquis et perspectives :

### 1) Une non-victoire qui n'est pas une défaite

*"La classe ouvrière n'est pas rentrée battue, elle se sent frustrée d'une victoire qui était à portée de sa main" (p.22)*

*"Le mouvement de grève s'est terminé (...) sans qu'aucune revendication importante n'ait été obtenue. Mais la classe ouvrière non seulement n'a pas le sentiment d'être battue mais au contraire celui d'être plus forte qu'avant. La première conclusion que l'on peut dès maintenant tirer de ces luttes c'est que le rapport de force en France évolue de plus en plus en faveur de la classe ouvrière et que la bourgeoisie ne pourra imposer sa politique de droite qu'en acceptant l'inévitabilité de luttes violentes. Chacun comprend maintenant que ces grèves du mois d'août sont le prélude de combats plus importants et plus décisifs dont le moment est évidemment indéterminable pour l'heure." 2)*

### 2) Les acquis du mouvement : conscience et expériences

*"La grève générale d'août 1953 représente un retournement radical de la conjoncture, la situation de crise objective se combinant avec une prise de conscience, c'est à dire l'apparition des conditions subjectives de la révolution.(...) L'acquis de la grève générale ne se limite cependant pas à ces réalisations positives. Pour une large part, dans les réalisations partielles, leur aspect négatif même représente un acquis" (p.10)*

*"La mémoire des masses, c'est à dire l'assimilation par elles de l'expérience est un processus complexe, non identifiable aux processus de la pensée individuelle. Dans des périodes exceptionnelles de tension, la conscience individuelle s'élève brusquement au niveau de la conscience collective. Dans les périodes de calme, lorsque l'appareil est capable d'assurer son contrôle, seuls quelques individus peuvent tirer les leçons de leur expérience. La montée révolutionnaire consiste précisément dans le fait que l'expérience accumulée est enregistrée, et, se heurtant aux appareils, ouvre aux masses des perspectives de combat (...) (p.14)*

# Politique mortifère

Conséquence de la canicule, début août: 10400 morts (ou plus ?). Comme la population n'est pas encore suffisamment conditionnée pour accepter sans réagir pareille hécatombe en si peu de temps, ça a donné lieu à un "événement" au sens médiatique du terme au point que nos dirigeants ont été pris de court et n'ont pas pu gérer cette crise à leur avantage en brouillant les pistes et gommant les causes comme ils réussissent à le faire habituellement. Leur cynisme est devenu visible, l'espace de quelques jours. Les "gens d'en bas" ont pu facilement se rendre compte que certains choix politiques des "gens d'en haut" peuvent tuer : avec des hôpitaux et des maisons de retraites bien équipés, dotés d'un personnel suffisamment nombreux, avec des crédits corrects pour l'aide aux personnes âgées, la canicule n'aurait pas fait ces ravages. Les propos pitoyables de certains éditorialistes désemparés s'obligeant à situer l'origine du problème dans le refus de Chirac d'interrompre ses vacances au Québec ou l'opportunisme consternant de socialistes s'obligeant à dénoncer "la gestion de la canicule" par le gouvernement pour faire oublier leur décisions passées, n'auront eu qu'un effet limité: les choix libéraux peuvent avoir des conséquences brutales et dramatiques sur le plan humain, et ça s'est vu.

Le cynisme routinier des dirigeants dans la gestion quotidienne du système ne se voit pas, en temps ordinaire. Fillon sait très bien que la régression des retraites qu'il a fait voter "dans l'intérêt général" va écourter la durée de vie, surtout celle des retraités les plus pauvres; peut-être a-t-il fait établir un tableau de mortalité pour évaluer les économies qui pourront être réalisées?... (des statistiques montrent qu'une année de plus passée au travail écourte, en moyenne, la durée de vie d'un an : double peine ... et double profit pour le MEDEF !). Mattéi sait bien que la régression de la couverture sociale va elle aussi provoquer une baisse de l'espérance de vie. Tout cela, tous les libéraux de tous les pays le savent, en profitent et s'en félicitent, secrètement. L'idéologie dominante et ses moteurs médiatiques parviennent, pour l'instant, à imposer des valeurs et des grilles d'interprétation qui écartent les risques de prise de conscience et de révolte. L'exemple des SDF est significative à cet égard : encore plus gênants et inutiles que les vieux, ils ont déjà un statut de sous-hommes encore plus dévalorisé : ils meurent (combien ?) sans qu'on s'en soucie. Le texte ci-contre le rappelle.



## La lente descente aux enfers des SDF

L'anthropologue Daniel Terrolle, maître de conférence à Paris 8, a suivi dans une longue enquête le parcours des SDF parisiens. Invité par l'association lyonnaise Cabiria, il a livré le fruit de son analyse du terrain. Particulièrement édifiant et effrayant. «L'anthropologie qui s'attache par définition à l'étude du vivant aurait tort d'ignorer ce que l'étude de la mort pourrait lui apporter » explique Daniel Terrolle membre du laboratoire d'anthropologie urbaine au CNRS d'Ivry. Depuis 1991, ce chercheur maître de conférence à l'Université Paris 8 travaille sur les sans-abri. C'est une véritable enquête sur le terrain, qu'il a menée à Paris pendant de nombreuses années, un peu à la manière du livre de Patrick Declerck «Les naufragés» en immersion profonde dans le monde des clochards.

Mais c'est l'oeil de l'anthropologue qui dissèque cet univers opaque. Daniel Terrolle voit dans le changement de statut du SDF, un rite de passage qui se déroule en trois étapes. Dans un premier temps, une étape désagrégation très concentrée qui voit l'individu rendu à la rue devenu sans logis. En un peu plus d'un an il perd non seulement son toit, mais aussi tout ce qu'il y a autour. Une étape centrale dite de liminarité suit. « Elle est à la fois dangereuse pour la société, mais aussi pour la personne qui la passe » commente le chercheur. L'individu se trouve délié du «contrat social» et peut être amené à fonctionner de manière antisociale. Il se trouve dans une espèce de «no man's land». «Son état de "mort sociale" peut se transformer en mort symbolique puis en mort réelle» insiste l'universitaire. Si l'individu survit à ce passage, il entame un étape de réagrégation avec ses congénères SDF, dont le corps social doit témoigner. Le processus d'indifférenciation caractérise la clochardisation. «La rue casse les gens très vite» poursuit Daniel Terrolle.

### «Pour eux, c'est foutu»

Les classes d'âge s'estompent : «on ne peut plus leur donner d'âge». La différenciation des sexes devient floue. «On ne sait plus si c'est un homme ou une femme. La morphologie devient oblongue. La voix est cassée. Les cheveux

taillés.» Ils deviennent «non récupérables» pour les travailleurs sociaux. «On a l'impression que pour eux, c'est foutu» estime l'universitaire. Ils deviennent complètement hébétés. Leur récupération au sommeil est proche de zéro. Les chaussures deviennent le bien le plus précieux, et ils se les font voler. Les rythmes biologiques «se déglinguent». Ils commencent à s'enfouir sous terre dans les locaux techniques de la SNCF ou de la RATP. «C'est le début de la fin». Il n'existe aussi à ce stade, plus de différence entre le jour et la nuit. Enfin, ils ont abandonné tout soin de leur corps. «Tout traitement médical ne peut être suivi, et ils finissent en définitive par mourir» conclut Daniel Terrolle.

### Sans-abri : la mort cachée

«Quelque 600 à 800 SDF décèderaient chaque année à Paris ». C'est le recoupement particulièrement alarmant que fait Daniel Terrolle au bout de sa longue enquête sur les lieux cachés de la mort des plus délaissés. L'ethnologue y voit une attitude « d'abjection sociale », «où cette mortalité excessive des SDF représenterait à la fois une chose impossible à avouer, mais également une situation tacitement et collectivement acceptable. Cette attitude garantit l'illusion que la solidarité de notre société manifeste envers les sociétés est pertinente» commente l'universitaire. Si l'on sait statistiquement que c'est au mois d'août qu'il meure le plus de SDF, rien n'existe sur leur mort dans les publications de l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale ni dans celles de l'observatoire de la pauvreté du SAMU social. Mais curieusement tous les témoignages concordent «sur leur faible espérance de vie et leur population constante.» Seule porte de sortie : l'insertion ou la disparition. Daniel Terrolle est sceptique sur la piste de l'insertion. «D'autant que les statistiques fiables sont là aussi inexistantes» remarque l'universitaire qui met en cause l'efficacité des dispositifs. A partir de là, il suivra dans une difficile enquête la piste cachée des «morts sans nom.» L'ethnologue explique aussi comment depuis 1995 se sont mis en place des équipements dissuasifs à l'égard des SDF. «Les bancs publics disparaissent. Quand ils subsistent, ils sont étudiés de manière à ce qu'il soit impossible de s'y allonger. Les squares et les jardins sont arrosés surabondamment, pour être sûr que personne ne puisse s'y prélasser» commente Daniel Terrolle.

YVES PICARD

Source : Progrès de Lyon 17-03-2003

Texte diffusé par "Résistons ensemble" [resistons\\_ensemble@samizdat.net](mailto:resistons_ensemble@samizdat.net) [http://listes.samizdat.net/www/info/resistons\\_ensemble](http://listes.samizdat.net/www/info/resistons_ensemble)

# Oh! les beaux jours!

A propos de Temps Critiques n° 13 - Hiver 2003

*Vous me direz que je surestime le présent, et si pourtant je n'en désespère pas, c'est uniquement parce que sa situation désespérée me remplit d'espoir".* Marx, Lettre à Ruge, 1843

Le 13ème numéro de Temps Critiques rassemble une vingtaine de contributions autour des 3 têtes de chapitre suivantes : *"Une révolution à titre humain?"*, *"L'Etat de la société capitalisée"*, *"11 septembre, 21 avril... quelle histoire!"*.

La revue commence par un Bilan de 1995 à 2002 qui, en rappelant les différentes mobilisations sociales ayant émergé durant cette période ( de Décembre 95 aux manifestations anti-Le Pen de 2002.) cherche à en comprendre les limites, impasses et contradictions. Un bilan qui souligne leur inconséquence, lorsqu'il cite cette remarque glaciale de Michel Surya : "Plus personne ne veut détruire les choses, mais tous veulent en jouir"; mais un bilan qui tente de déceler les signes avant-coureurs de luttes capables remettre en cause l'ordre présent des choses et d'ouvrir des brèches dans le système de domination sur lequel repose cet ordre. La seconde partie s'efforce ainsi de comprendre comment s'est réorganisée ce qui reste la principale institution politique de notre monde, l'Etat; c'est à dire comment s'est opérée la transformation de l'Etat-nation qui était aussi un Etat-providence en un Etat-réseau dont la principale mission est le contrôle. Par l'action sociale d'une part; par la surveillance et la répression policière d'autre part.

## Que faire?

Les articles du 3ème chapitre sont consacrés aux deux dates "historiques" de cette période : le 11 septembre et le 21 avril. Avec au passage une remarque, ni amène ni pertinente, sur l'hypothèse formulée au sein d'ACC selon laquelle les "attentats" du 11 septembre pourraient avoir été organisés ou manipulés par certains secteurs de l'appareil d'Etat américain. Une militarisation accrue de l'action internationale des Etats-Unis, deux guerres "néo-impérialistes" plus tard, aucun événement factuel n'est venu confirmer cette thèse- aucun élément théorique n'est venu non plus l'invalider.

L'analyse de ces deux "événements" est complétée par une réflexion sur la manière dont "le mouvement social" parvient (ou ne parvient pas) à réagir aux situations politiques ainsi créées. L'âpreté des débats internes à Temps Critiques est

révélatrice des difficultés théoriques et pratiques auxquelles nous nous heurtons. Pratiques car toute théorie sans débouché pratique n'est qu'élucubration, or quelles sont nos capacités pratiques de mettre en œuvre les théories que nous forgeons? Théoriques car lesquelles de nos théories ou quelle partie de nos théories sommes nous aujourd'hui capables de mettre en œuvre, quelle est la pertinence de nos théories si nous sommes incapables de les mettre en pratiques et d'en confirmer la validité sur le terrain?

Comment maintenir une "intervention politique" porteuse d'une visée révolutionnaire quand les conditions sociales de notre temps apparaissent a priori si défavorables à une telle perspective? Prendre acte du présent et se résigner à l'attente de "jours meilleurs", c'est s'exposer à la critique de la passivité et surtout du fatalisme. "Ah! les théories du "reflux" avant qu'aucun flux ne soit repérable" écrit Loïc Debray dans son texte "A tout lecteur avisé de Temps Critiques". Se résigner à agir de manière plus immédiate mais aussi plus modeste car en tenant compte des contraintes du présent, c'est au contraire s'exposer à la critique du "mouvementisme", de "l'apologie d'un activisme" brouillon et confus voire de l'opportunisme, comme l'évoque l'éditorial de Temps Critiques. Dans Déclarations sur l'agriculture transgénique, René Riesel avait déjà critiqué dans des termes similaires, la fébrilité de certains courants antilibéraux et anti-capitalistes : "De là vient qu'elle [l'opposition radicale de certains courants anti-capitalistes] soit constamment agitée d'une frénésie activiste (au sens actuel, par attraction de l'anglo-américain, qui maintient au programme l'impuissance militante), qu'elle soit si affolée à l'idée de manquer une occasion et qu'elle fonce finalement dans tous les panneaux. Persuadée qu'il lui faut être partout où "ça bouge"

Ces interrogations, nombre de nos organisations les partagent et y sont confrontées. Mais c'est certainement le signe de leur vitalité puisqu'elles refusent autant la démission d'un fatalisme aigri que les illusions qui naissent des mobilisations souvent réussies (manifs. anti-Le Pen en 2002, manifs anti-guerre...) - mais plus souvent encore sans lendemain.

Editions de l'Impliqué  
BP 2005  
34 024 MONTPELLIER cedex 01

# Alerte rouge !

**L'Accord Général sur le Commerce des Services (AGCS). Ce terme, que l'on vous présente comme des "négociations" à venir recouvre une infâme et gigantesque opération planétaire de démantèlement et de marchandisation des services publics exigées par les forces du Capital par l'intermédiaire de l'OMC qui est un de ces instruments mis en place pour gouverner le monde. Des pétitions circulent et des actions ont déjà lieu (avant celles qui se dérouleront du 10 au 14 septembre) notamment pour inciter tous les élus (qui font semblant de ne rien voir) à réagir.**

Sites à consulter :

[www.urfig.org](http://www.urfig.org) [www.france.attac.org](http://www.france.attac.org) et [www.transnationale.org](http://www.transnationale.org)

Contact :

CCCOMC 40 rue de Malte 75011 PARIS  
(Téléphone / répondeur : 01 49 31 74 31)

Nous publions ci-dessous un extrait d'un texte paru dans "Gardarem lo Larzac (voir page "Rencontres et lectures" de ce numéro) qui met bien en évidence l'opacité scandaleuse dans laquelle se prépare ce méga mauvais coup :

(...) Pour l'AGCS le mépris de la démocratie s'élève à des niveaux encore jamais atteints. Le secret le plus total entoure les navettes entre l'exécutif bruxellois et les gouvernements. Si le projet de l'AGCS est aujourd'hui connu, c'est que certains milieux militants ont pu bénéficier de fuites ! Informés de ce projet démocratocide, ils ont dans un premier temps alerté l'ensemble des députés européens. Sous la pression de ces derniers, le commissaire européen au commerce (le français Pascal Lamy) a été obligé... de faire semblant. La liste secrète des offres de chaque Etat membre concernant les secteurs qu'il accepte de libéraliser (sans consultation du Parlement) est désormais accessible... aux seuls présidents des groupes parlementaires européens, dans une salle gardée (!), avec interdiction de prendre des notes (!). Certes, le commissaire européen a promis que cette liste serait rendue publique, mais après la remise des offres, c'est-à-dire lorsqu'il sera trop tard... Les fonctionnaires de la Commission européenne nient donc, avec la complicité des gouvernements, aux citoyens et aux parlementaires le droit élémentaire de connaître les "demandes" de libéralisation faites en leur nom auprès d'autres pays, et les "offres" des services que leur propre gouvernement propose d'ouvrir chez eux aux fournisseurs étrangers. Quant à la France, le gouvernement n'a pas jugé utile de consulter l'Assemblée Nationale...

Plus nous serons nombreux à faire pression sur nos décideurs, moins ils se sentiront autorisés à brader notre avenir et celui des générations futures aux maquignons du commerce et de la finance internationale.

Il faut à tout prix que Cancun soit un second Seattle.

# Rencontres et lectures à contre courant

## Les Temps Maudits

Sortie du n°16, daté de Mai-Septembre 2003. L'édito revient sur la "Pax américaine" synonyme de guerre, donc de destructions, de morts - de plus en plus civiles - de chaos (Somalie, Afghanistan, Irak...) mais aussi porteuse de suffisance arrogante, de cynisme à l'égard des vassaux dont les plus retors à l'allégeance se sont retrouvés cloués au pilori par le prétendu maître-libérateur. Mais la France elle aussi, à son niveau, n'est pas épargnée : le "non" opposé à Bush masque mal ses intérêts capitalistes en Afrique comme au Moyen-Orient. Suit un texte "L' 'autre' de la mondialisation" traduit de l'espagnol, où l'auteur, libertaire, s'interroge sur "le sens que peut avoir la résistance à la mondialisation". On lira avec intérêt également deux présentations faites lors du 3<sup>ème</sup> forum mondial de Porto Alegre en janvier 2003 : l'un sur "Les assemblées en Argentine", l'autre concernant un "projet de Réseau Mondial de mouvements sociaux".

L'Europe sécuritaire fait l'objet, elle aussi, de deux textes, l'un intitulé "Un espace indéfendable" : "l'aménagement urbain à l'heure sécuritaire", le second portant sur les damnés de la terre que sont les Roms de Roumanie.

Touchant au travail, un texte sur l'empire de presse que constitue EMAP, multinationale britannique auquel fait suite dans le registre Mémoire, un retour sur les collectivisations en Espagne.

En forme de conclusion un tour d'horizon sur quelques livres, revues et courrier témoignant de la volonté de partage et de communication des informations et des analyses de la revue.

Le n° : 7 euros. Abonnement (6 n°) : 30 euros, soutien : 40 euros. Chèque à l'ordre de la CNT à adresser à : "Les Temps Maudits" BP 203 33021 BORDEAUX cedex.

## Pétition (extraits)

**Non à l'occultation des crimes coloniaux français !**  
Une proposition de loi vise à la "reconnaissance de l'œuvre positive de l'ensemble de nos concitoyens qui ont vécu en Algérie pendant la période de la présence française". Qu'y a-t-il de "positif" dans l'extermination et la torture de tous les Maghrébins, et des Algériens en particulier, [...] dans l'exploitation économique\_ dans la véritable entreprise de destruction de la société paysanne, [...] ? Non, nous ne voyons rien de "positif" là-dedans. Les méfaits de la colonisation française au Maghreb, et en particulier en Algérie, se font encore ressentir... La colonisation a disparu, le colonialisme est encore là. **Texte complet à signer sur : [http://licietlabas.lautre.net/article.php3?id\\_article=18](http://licietlabas.lautre.net/article.php3?id_article=18)**

## Le Petit Criminel

Depuis quelques mois, l'association Mille Bâbord édite un bulletin qui en est déjà à son n°4 (c'est l'édition spéciale août 2003) : **Le Petit Criminel** (en sous-titre : "si la solidarité est un délit, demandons à être poursuivis pour ce délit") commente l'actualité politique sur un ton corrosif et informe sur les luttes en cours en incitant ses lecteurs à faire vivre le journal. L'association éditrice y annonce une "fête des luttes en cours et à venir" organisée le dimanche 7 septembre 2003 de 12 h à 21 h au Théâtre Toursky à Marseille. Débats, musiques et agapes sont au programme. **Le Petit criminel** (0,50 cts l'exemplaire) est disponible à : Mille Bâbords 61 rue Consolat 13001 MARSEILLE).

## Gardarem lo Larzac

Comme on était au Larzac on s'est procuré le numéro spécial (août 2003, 1,5 euro) du bimestriel d'information "**Gardarem lo Larzac**". Au sommaire, bien sûr, les "Trente ans d'une longue histoire", mais aussi un article sur la marchandisation de l'agriculture à travers l'imposition des organismes génétiquement modifiés et une analyse passionnante et affolante sur ce qui se prépare pour les services publics dans le cadre de l'AGCS.

**Gardarem lo Larzac** Montredon 12230 LA CAVALERIE (tél : 05 65 59 16 57). Abonnement d'un an : 16 euros ; soutien : 23 euros; étranger : 20 euros. Chèque à l'ordre de Gardarem lo Larzac.

## R.A.P. - Echos

**R.A.P. - Echos** est le bimestriel de l'association "**Résistance à l'Agression Publicitaire**". Dans son numéro 44 (avril 2003; 0,5 euro) l'action "**Barbouillage au grand jour d'affiches publicitaire**" dans son 14<sup>ème</sup> épisode, qui s'est déroulé à Bruxelles. Parmi de nombreuses brèves, vous découvrirez des conseils pour se défendre contre la publicité par téléphone et les références d'un dossier de 90 pages constitué sur l'affaire du procès "boîte aux lettres" gagné par un militant de l'association après quatre ans et demi de batailles juridiques.

**Résistance à l'Agression Publicitaire** lance un appel - en date du 11 juillet 2003 - à s'abonner et à faire connaître son association : dès le mois d'août, l'aide de l'Etat, dans le cadre du dispositif Emploi-Jeune devait être réduite d'un tiers, mettant R.A.P. dans une situation financière délicate.

**Résistance à l'Agression Publicitaire** 53 rue Jean Moulin 94300 VINCENNES (Tél: 01 43 28 39 21 - Tlcp: 01 58 64 02 93 - <http://www.antipub.net> - [rap@antipub.net](mailto:rap@antipub.net)). Abonnement à **R.A.P.-Echos** : 4 euros. Règlement à l'ordre de R.A.P.

## Des syndicats domestiqués

Un petit livre (175 pages) de Rick Fantasia et Kim Voss, paru chez "Raisons d'agir", fournit des informations peu connues sur la répression patronale et la résistance syndicale aux Etats-Unis. Voyage dans l'Amérique oubliée des travailleurs ordinaires : la fameuse "exception américaine" repose en fait sur l'exceptionnelle puissance des dirigeants d'entreprises, c'est-à-dire sur l'extraordinaire faiblesse des syndicats américains d'où émerge cependant, notamment ces derniers temps, une certaine contestation, y compris politique, pour une plus grande justice sociale. Des syndicats domestiqués - 8 euros paru chez "Raisons d'agir".

## Black List

Quinze journalistes américains brisent la loi du silence, malgré les extraordinaires pressions dont ils sont victimes. Chacun des 15 dossiers qu'ils abordent sur 450 pages de cet ouvrage - qui a été un best-seller aux Etats-Unis - révèlent des faits qui mettent en cause de puissants intérêts qui contrôlent les médias et vide "la liberté d'expression" de toute signification. L'état des lieux du journalisme que dresse ce livre est terrible.

Black List de Kristina Borjesson est paru aux Editions des Arènes. 22,70 euros.

Cet ouvrage "se prolonge" sur le site [www.arenas.fr](http://www.arenas.fr)



# BULLETIN D'ABONNEMENT

\* \* \*

Abonnement 10 numéros (1 an)

- SIMPLE . . . . . 10 Euros
- de SOUTIEN . . . . . Euros
- Faibles ressources (selon possibilités) . . . . .

(Chèque à l'ordre de: "A Contre Courant")

NOM \_\_\_\_\_

Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

CPPAP N°70783

Dispensé de timbrage

Mulhouse-

**A CONTRE COURANT**

(service abonnements)

BP 2123

68060 MULHOUSE cedex

**P**

**PRESSE**

DISTRIBUÉE PAR

LA POSTE

Déposé le 30/08/2003



Perspectives et limites d'ACC, saisies par Dédé aux journées de Thann, les 5 et 6 juillet 2003.



## COMITE DE REALISATION

A. BIHR / L. DALSTEIN / J. FORTCHANTRE / B. SCHAEFFER  
SEB / A. ET D. WALTER

## Sommaire

Page 1	.....	Edito
Page 2	.....	Que faire contre les guerres ?
Page 3	.....	Votre "Capital santé": un bien à valoriser
Page 3 à 5	.....	Fidélité au serment d'Hippocrate
Page 6	.....	"Colloque" ACC des 5 et 6 juillet 2003 à Thann
Page 6	.....	Ce n'est qu'un début, continuons le Larzac
Page 7 et 8	.....	Tract ACC distribué au Larzac
Page 9 et 10	.....	Atmosphère de jacquerie (suite)
Page 11	.....	La grève générale d'août 1953
Page 12	.....	Courrier et réponse
Page 13	.....	Politique mortifère
Page 14	.....	Oh ! les beaux jours ! - Alerte rouge !
Page 15	.....	Rencontres et Lectures
Page 16	.....	Images de colloque

ACC dispose d'un Fax au 03 89 46 29 79 (Pour le 68)

et au 03 25 05 57 57 (Pour le 52)

ACC sur internet : <http://www.acontrecourant.org>

Courriel : [courrier@acontrecourant.org](mailto:courrier@acontrecourant.org)

Impression et Direction de publication :

JEAN FORTCHANTRE 1 rue Victor Hugo  
52100 BETTANCOURT-LA-FERREE